

LA MINUSCA REAFFIRME SON SOUTIEN À LA JUSTICE CENTRAFRICAINE

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) réaffirme son soutien à l'institution judiciaire et aux magistrats centrafricains, conformément à la résolution 2387 du Conseil de sécurité. Au cours de la conférence de presse hebdomadaire mercredi à Bangui, la MINUSCA a dénoncé la position du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) sur un verdict de la Cour d'appel de Bangui lors de sa récente session criminelle ainsi que les informations sur la mise en place par le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) d'un système de justice parallèle à Kaga Bandoro.

Sur le FPRC, la MINUSCA rappelle le caractère impartial et indépendant de la justice dont les « décisions s'imposent à tous les citoyens sans aucune considération communautariste, religieuse ou autre ». Quant à la tentative du MPC de mettre en place un système de justice parallèle à Kaga Bandoro, « la MINUSCA juge cette initiative inacceptable et contraire à la Constitution du pays qui fait de la République centrafricaine un Etat laïc ». « La MINUSCA réitère son engagement à appuyer les autorités centrafricaines en vue du déploiement des magistrats dans toutes les préfectures afin qu'ils y exercent leurs fonctions de manière indépendante, impartiale et en toute sécurité », a indiqué son porte-parole, Vladimir Monteiro.

Sur le plan sécuritaire, le porte-parole a salué les développements positifs enregistrés dans certaines parties de la Centrafrique avec la signature et le respect des accords de cessation des violences par les groupes armés, tout en regrettant la violence à Bangassou et Rafaï, dans le sud-est. A Bangassou mardi, « la MINUSCA a riposté à une attaque contre l'un de ses convois, neutralisant un individu armé » alors qu'à Rafai des dispositions sont en train d'être prises par la Force afin d'y rétablir l'autorité de l'Etat. « En raison de la panne du bac, les soldats de la paix éprouvent quelques difficultés à franchir la rivière Chinko avec leur équipement et prendre position dans Rafai. Cependant, la MINUSCA tient à rassurer que le problème est en train d'être résolu », a-t-il dit.

En ce qui concerne les abus et violations des droits de l'homme, le porte-parole a souligné qu'au cours de la semaine écoulée, « 129 victimes ont été enregistrées dont 29 femmes et sept filles, soit un total de 36, le chiffre le plus élevé depuis le début de l'année 2018 ». « A la veille du 8 mars, Journée internationale de la Femme, la MINUSCA tient à rendre hommage aux femmes centrafricaines, qui sont parmi les premières victimes des différentes formes de violence, notamment la violence des

groupes armés », a-t-il ajouté, rappelant les nombreuses violations et abus des droits humains de la femme enregistrés entre janvier 2017 et février 2018.

Par ailleurs, le porte-parole a fait le bilan des activités de sensibilisation dans le cadre du programme de réduction de la violence communautaire (CVR), menée par la MINUSCA dans la Haute-Kotto et la Nana-Mambéré, et qui ont permis de collecter plusieurs armes et munitions « Par ailleurs, 360 enfants associés aux groupes armés parmi lesquels 121 filles ont été aussi enregistrés », a renchéri le porte-parole.

De son côté, le porte-parole de la Force, le Lieutenant-Colonel Come Ndayiragije, a fait savoir que la situation sécuritaire demeure généralement calme sur l'ensemble du territoire national malgré quelques foyers de tension. « La Force de la MINUSCA, consciente de l'impact de ces exactions sur les civils, a pris toutes les mesures de prévention et de protection pour épargner la population. Elle reste déterminée à combattre toutes les menaces », a indiqué le porte-parole militaire.

Pour sa part, le porte-parole de la Police, Alioune Kassé, est revenu sur les attaques contre des organismes humanitaires enregistrées cette semaine, notamment sur les axes Mboki-Obo (sud-est) et Ndomété-Dekoa (centre). « La Police de la MINUSCA a ouvert une enquête en vue de retrouver les auteurs de ces actes criminels » a-t-il annoncé. Il a conclu en annonçant la réunion ce mercredi à Bangui, entre le Ministère de l'Intérieur, la Police et la Gendarmerie et la Police de la MINUSCA pour « préparer l'accueil des 500 recrues, le 12 mars prochain. 250 seront formées à l'école de Police et 250 à l'école de Gendarmerie ».